

surveillance y est devenue un fait permanent et que l'Espagne réussira difficilement à y rétablir l'ordre. L'organe de la cité fait observer qu'il ne s'agit plus d'empêcher les Américains de s'emparer de Cuba, mais d'empêcher cette île de retomber dans la barbarie la plus complète. Il est persuadé qu'au milieu des difficultés que leur créent actuellement les nègres affranchis, les Américains ne doivent guère être disposés à augmenter le nombre de leurs concitoyens de race africaine. D'un autre côté, il ne faut pas se dissimuler, ajoute le *Times*, que la situation actuelle ne peut se prolonger indéfiniment sans causer la ruine de l'île. On voit chaque année diminuer la production et l'exportation d'un pays dont les admirables ressources naturelles sont de moins en moins exploitées. Dans ces circonstances, le *Times* ne trouve pas étonnant que les grandes maisons de commerce de Cuba aient songé à former une compagnie pour acheter l'île et en faire une compagnie indépendante. Ce serait là, dit le *Times*, un phénomène tout nouveau et une solution qui pourrait répondre aussi bien que toute autre aux besoins de la situation, car en matière politique toute solution est préférable à l'anarchie et à l'impuissance permanentes.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE

Paris, mardi 22 avril, au soir.

Une circulaire du comité conservateur, signée Larochefoucauld-Bisaccia, recommande la candidature du colonel Stoffel à Paris.

Le *Moniteur* dit que la commission de permanence de Madrid, voudrait remplacer le cabinet actuel par un cabinet conservateur, sous la présidence du maréchal Serrano.

Autre dépêche.

Londres, mercredi 23 avril, au matin.

CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Eastwick demande le dépôt de la correspondance relative à la question de Khiva, fait ressortir les progrès alarmants de la Russie, et recommande une alliance intime avec la Perse.

M. Grant-Duff, sous-secrétaire d'Etat pour l'Inde, répond qu'on attend les meilleurs résultats de la visite du shah, dont la réception cordiale est assurée. L'orateur nie les progrès de la Russie sous le rapport indiqué par le préopinant, et ajoute que les alarmes doivent cesser, bien que la vigilance soit nécessaire.

En réponse à une observation d'un député, M. Gladstone déclare que l'Angleterre n'est tenue qu'à exercer une influence morale sur l'émir d'Afghanistan.

Autre dépêche.

Vienne, mercredi 23 avril.

La *Wiener Zeitung* publie la nomination de M. Ziemiakowsky aux fonctions de ministre sans portefeuille.

D'après la *Neue freie Presse*, M. Ristic, président du ministère serbe, et le conseiller d'Etat Milojkovic sont arrivés hier à Vienne pour traiter la question du raccordement des chemins de fer serbes. Les envoyés de la principauté ouvriront aujourd'hui les négociations avec le comte Andrássy pour faciliter, par l'entremise du gouvernement austro-hongrois, la jonction des chemins de fer turcs avec les voies ferrées de Serbie.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le *Friedrich-Karl* et la *Vindicta* ont quitté le 20 avril le port de Plymouth pour se rendre à Wilhelmshaven. La *Gazelle* devait les suivre le lendemain. L'*Elisabeth* reste à Plymouth jusqu'à nouvel ordre.

PRUSSE. — Une assemblée de membres éminents des partis progressiste, national-libéral, vieux-libéral, conservateur-libre et conservateur-national, — parmi lesquels de nombreux députés, — a eu lieu à Breslau le 19 avril. L'assemblée a résolu que tous les partis feront campagne aux prochaines élections, pour déjouer les candidatures ultramontaines, et « autres » et que l'on publiera un manifeste électoral proclamant la solidarité de ces partis politiques.

Bonn, 21 avril. — L'assemblée des députés vieux-catholiques, réunis ici en nombre considérable, a décidé de tenir un congrès à Constance l'année prochaine.

L'élection d'un évêque vieux-catholique aura lieu à Cologne le 4 juin.

BADE. — A la suite des récents désordres de Mannheim, — que l'on attribue de plus en plus aux menées socialistes, — toutes les assemblées populaires ont été interdites pour la durée d'un mois.

BAVIÈRE. — Les funérailles du professeur de Liebig ont eu lieu à Munich dimanche dernier, 20 avril. Les ministres, ainsi que des députés de l'académie, de l'université (M. Doellinger), du polytechnicum et des administrations civiles assistaient à la cérémonie. Le cortège funèbre était immense.

Le tribunal militaire de Munich a jugé le 17 avril un assez curieux procès. Deux officiers du 12^e régiment d'infanterie bavaroise, le capitaine Betz et le lieutenant en second Rebay d'Ehrenwiesen, traversant Sedan avec un transport militaire qui venait de Neu-Ulm, avaient emmené un chien trouvé par eux à Sedan, non sans donner des ordres pour que le propriétaire, s'il s'annonçait, pût s'adresser à eux. Le propriétaire réclama effectivement le chien, qui lui fut restitué avec 60 thalers de dommages-intérêts. L'affaire paraissait terminée, mais le corps des officiers bavarois prit la chose à cœur et porta la cause devant le tribunal militaire de Munich. Malgré les efforts du défenseur des inculpés, qui s'était attaché à représenter l'affaire comme une pure étourderie, le tribunal a rayé les deux officiers des cadres de l'armée et les a condamnés, outre, le capitaine Betz à six mois de prison, et le lieutenant Rebay à huit jours de la même peine.

(Königsberger Zeitung.)

Autriche-Hongrie.

La *Wiener Zeitung* nous apporte aujourd'hui le texte complet des déclarations faites le 19 avril au sein de la Délégation de Hongrie par le comte Andrássy, ministre des affaires étrangères. En voici la teneur :

tre des affaires étrangères. En voici la teneur :

Honorable Délégation ! Il ne me paraît pas nécessaire de répondre d'une manière générale aux observations des honorables membres de l'assemblée (MM. Eber et Zsedényi) que nous venons d'entendre.

Je crois que l'intention de la sous-commission du budget de l'extérieur concorde parfaitement avec le but que le ministère des affaires étrangères se proposait cette fois en vous soumettant le *Livre Rouge* dans une nouvelle forme, c'est-à-dire de le dissiper le préjugé que le *Livre Rouge* devait offrir au public un tableau complet de l'activité de ce ministère.

Les actes et documents de l'office des relations extérieures sont ordinairement de trois catégories : des instructions, des rapports et des correspondances sur des questions diverses qui s'élèvent entre les différents gouvernements, l'unité de démonstration que, par leur nature même, les deux premières catégories ne sont que rarement pour ne pas dire jamais faites pour la publicité, sous quelque forme que ce soit. Il ne reste ainsi que la troisième catégorie, les correspondances, qui doivent fournir aux assemblées législatives des données officielles pour juger l'action du ministère.

Je crois, par conséquent, — à moins que vous ne forciez le ministère de publier tout ce qui s'est passé dans le ressort de son département, ce qui n'est guère possible, — que ce ministère sera obligé dans la pratique de procéder comme tout ministre placé sous le contrôle parlementaire a constamment dû le faire, — en général, du moins, car je ne nie pas qu'il y ait des exceptions, — c'est-à-dire ne livrer à la publicité que des rapports sur des questions résolues et dont la communication ne puisse pas nuire aux intérêts de l'Etat.

D'après ce que j'ai entendu, nous sommes d'accord là-dessus, aussi ne m'attendrai-je pas plus longtemps à ce sujet. Mais il y a un point que je crois ne pas devoir passer sous silence : c'est une assertion de mon honorable ami M. Zsedényi, — assertion toute personnelle, à ce que je pense, — sur l'action politique de mon prédécesseur au ministère des affaires étrangères. Ce ne serait conforme ni à la vérité, ni aux intérêts de l'Etat, ni à ma position si je ne relevais point cette assertion.

La politique de l'Autriche-Hongrie pendant la dernière guerre n'a été ni hésitante, ni équivoque, mais franche et résolue dans tout son ensemble, malgré les tentatives que l'on a faites de tirer des conclusions contraires de certaines notes et communications livrées à la publicité. Je suis d'autant plus obligé de faire cette déclaration qu'au même point se rattache une autre assertion de l'honorable préopinant : celle que les relations pacifiques du moment présent seraient dues exclusivement à l'action du gouvernement actuel.

Je constate avec joie que ces relations existent en effet. Je crois que c'est la suprême mission de tout gouvernement de maintenir la paix, — et dans notre situation cette mission est doublement importante (Vifs applaudissements), — mais j'ai déjà trouvé à mon entrée en fonctions ces rapports empreints du même caractère. Je crois que le présent et l'avenir fourniront au ministère actuel l'occasion de démontrer qu'il est en état de défendre et de sauvegarder les intérêts de la monarchie, mais il est loin de m'être venu de vouloir enlever à un autre le mérite du passé et m'attribuer exclusivement celui de l'heureuse situation actuelle.

M. le comte Andrássy a donné ensuite, des explications sur la jonction des lignes de Turquie, de Roumanie et de Serbie au réseau ferré austro-hongrois.

S. M. l'empereur François-Joseph a adressé à M. de Szlavy, président du ministère hongrois, une lettre de remerciement analogue à celle adressée au prince d'Auersperg, président du ministère autrichien, pour les témoignages d'affection et de dévouement de la population à l'occasion du mariage de l'archiduchesse Gisèle.

L'empereur Ferdinand a fêté son 80^e anniversaire de naissance le 19 avril, le jour même du mariage de l'archiduchesse Gisèle.

France.

Le *Temps* publie depuis quelques semaines une série de lettres sur Lyon dans lesquelles il fait un tableau de l'état des esprits dans cette ville, dont l'administration a été, comme on sait, l'objet de mesures législatives spéciales avant les vacances de l'Assemblée Nationale. La dernière lettre sur Lyon adressée au *Temps* est consacrée à l'étude des classes supérieures de ce chef-lieu du département du Rhône et nous croyons devoir la reproduire, tout en laissant à son auteur l'entière responsabilité des renseignements qu'il fournit à la feuille parisienne. Les voici :

Je comptais me borner à vous tracer un tableau, le plus exact et le plus pittoresque possible, des éléments qui composent notre ville de Lyon ; et voilà que les élections et les incidents préfectoraux, Barodet et Cantonnent, m'ont entraîné dans des sentiers de travers. Revenons à nos moutons, si vous le voulez bien !

Ce tableau de Lyon ne serait pas complet, si l'on n'y faisait figurer les trois grands corps sociaux : l'armée, la magistrature et l'université. Je laisse le clergé de côté, par la raison qu'on est amené à parler de lui fort naturellement, en parlant de ces trois corps, et qu'en somme c'est lui que l'on rencontre tout d'abord dans les casernes, au palais et dans les salles de cours. Ainsi les choses se passaient sous la restauration ; ainsi se passent-elles sous la troisième république, avec cette différence qu'aujourd'hui elle s'y plie, — à Lyon du moins.

Vous avez signalé les manifestations singulières et déplacées qui se sont produites chez nous de la part de certains officiers, ces conférences faites sous les auspices de l'état-major, et dans lesquelles un missionnaire militaire prêchait le fanatisme à ses ouailles. Il y a peu de jours, les journaux de Lyon ont mentionné le défilé des officiers généraux se rendant en corps à la messe, ayant à leur tête le général en chef et ses aides de camp. Enfin, hier on pouvait lire partout une lettre signée d'un cardinal, qui absolvait un de nos généraux de « toute communication, interdite et autres sentences ecclésiastiques », et l'autorisait à porter librement et licitement sur le côté gauche la plaque de grand-croix de l'ordre pontifical, indépendamment de la grand-croix d'or octogone, avec l'image de saint Grégoire le Grand sur la surface rouge du milieu, suspendue à l'épaule droite par le grand cordon de soie rouge aux bords jaunes. — Le tout parce que ce militaire se montre « courageux catholique et dévoué de cœur au Saint-Siège ».

Récompense bien gagnée, puisque c'est ce général qui dirige les conférences des cercles catholiques, où l'on maudit 1789 et tout ce qui en découle.

M'est avis que le cardinal qui a envoyé ce

grand cordon et cette plaque d'or octogone à ce militaire, est mal renseigné sur Lyon ; car notre état-major, notre magistrature et notre corps enseignant des facultés, le mériteraient tout autant que M. le général Barry, et il y aurait quelque humilité chrétienne à celui-ci de refuser une distinction qui injustement le recherche, seul au milieu de la foule des fervents, aussi méritants que lui.

Et de fait, pénétré dans un de nos salons lyonnais, où ces trois puissances se donnent rendez-vous, et vous reculez, stupéfaits de ce que vous entendez ? Est-ce là la France moderne ? La France, fille de 89 ? La France, qui devrait avoir tiré quelque enseignement de ses désastres ? Ou ne nous promouons-nous pas en pleine France des Guise et de Médicis ? Ici, vous pourriez entendre couramment débiter les théories de la régénération par le rétablissement du pape sur son trône temporel ; ces chevaliers de Grégoire le Grand professent des doctrines que le roi saint Louis de France eût trouvées monstrueuses et que le cardinal de Richelieu et Louis XIV lui-même eussent considérées comme indignes d'une politique nationale. Le pape d'abord, et la France ensuite, voilà le principe qui se dégage du travail de ces cerveaux en ébullition cléricale. On est la différence, je vous prie, entre ces « internationaux » de l'ultramontanisme et les internationaux des Etats-Unis d'Europe ?

Et voyez à quelles extrémités cette passion malade emporte ces hommes ! Qu'un professeur de l'école de médecine, dise à ses élèves qu'il n'a point à s'occuper de théologie, de spiritualisme ou de matérialisme, mais à étudier expérimentalement les phénomènes de la matière, et c'est un brancas général dans ces corps savants ! et ce professeur est mis en interdit ! et nul ne lui adresse la parole au banquet officiel et on le prie de ne pas publier ces discours, sentant l'hérésie et le bâcher ! Qu'un autre fasse honneur au seizième siècle d'avoir introduit dans le monde le principe de tolérance et du libre arbitre, — et l'on s'écriera qu'il attaque la religion et sape les bases de l'ordre social !

Les salons écoulent, émerveillés, ces anathèmes, et applaudissent. Et vous voyez après cela que les « classes inférieures » prêtent l'oreille avidement à celui qui prêche l'avènement des « nouvelles couches sociales » ! En d'autres pays, la bourgeoisie, la magistrature, l'université, l'armée, étudient le mouvement des esprits, le suivent pour prendre sa tête, et pour le diriger dans de bonnes voies ; ici, au contraire, elles essaient de lui barrer le chemin et préfèrent se voir submerger par un déluge, plutôt que de creuser des canaux à cette inondation. Si nos classes dirigeantes perdent la direction des choses, tenez pour certain que la faute en est à elles. Elles ont la richesse et les loisirs, et elles n'en usent pas pour s'instruire et pour instruire les autres. Elles ont gaspillé le pouvoir qu'elles possédaient, et aujourd'hui elles ne trouvent à opposer aux masses qui montent ni une instruction supérieure, ni un sens plus large et plus droit, ni la puissance d'en imposer, ni le crédit moral, nécessaire pour quiconque aspire à conduire les peuples.

Nous assistons ici à un double phénomène attristant des deux côtés : d'une part, la poussée des « nouvelles couches sociales », poussée brutale, de gens qui n'ont que des instincts vagues sans l'instruction correspondante ; de l'autre, l'impuissance des couches anciennes, et le spectacle d'une débilite et d'un marasme sénile sans exemple depuis les dernières années de l'empire romain.

On a beaucoup abusé du bas-empire sous le règne de Napoléon III. Le voici pourtant ! on peut le toucher du doigt. Quelles catastrophes en sortiraient le prévoyant ? On bien la France, qui a une si grande puissance de vitalité, trouvera-t-elle en soi la force de se débarrasser sans crise suprême de ces germes morbides, et parviendra-t-elle à éliminer par une sorte de procédure chimique ces sucres maléfiques qui empoisonnent tout son organisme ? Entre la Commune et le cléricisme, découvrons-nous quelque chose sorti inconnu vers des régions plus calmes ? On se le demande parfois, et non sans angoisse ; car, ne nous faisons point illusion ! le triomphe des « couches sociales nouvelles » comme celui du cléricisme, nous vaudrait des désastres nouveaux.

Je ne me laisse entraîner un peu loin à propos des affaires lyonnaises. Mais toutes choses sont poussées ici à des extrémités telles, qu'on est porté plus facilement à en considérer plus vite les conséquences suprêmes. Ce sera mon excuse, et c'est aussi ma consolation ; car Lyon, Dieu merci ! n'est point la France, et ce qui affecte ici le caractère d'une fièvre mortelle n'est au dehors, je pense, qu'une agitation passagère, dernier coup-de-pied de nos grandes secousses de l'invasion et de la guerre civile.

D'après le *Constitutionnel*, MM. Carnot et Henri Martin, signataires du manifeste en faveur de la candidature Rémusat, auraient donné leur démission de membres du conseil de surveillance du *Siecle*.

M. le comte d'Harcourt vient de faire parvenir au ministère des affaires étrangères une note dans laquelle il insiste sur la nécessité d'en finir au plus vite avec la question des traités de commerce. L'ambassadeur de France fait ressortir que le cabinet de Londres réclame énergiquement, au nom du commerce anglais, dont ces retards rendent la situation précaire, une prompt solution. (*Messenger de Paris*.)

La Correspondance Universelle publie l'article suivant :

« La mission que sir Bartle Frère a été chargée par le gouvernement anglais de remplir à Zanzibar a assez vivement préoccupé l'opinion dans les derniers temps. Différents organes de la presse étrangère en attribuent l'insuccès au défaut de concours du consul de France. On connaît encore trop imparfaitement les négociations engagées par sir Bartle Frère pour se rendre un compte exact du motif qui les a fait échouer, mais il semble hors de doute qu'elles étaient déjà plus que compromises lors de l'arrivée du consul de France. Comment expliquer autrement le départ précipité qui subit pour le Sud de l'envoyé anglais, trois jours après l'arrivée de l'agent français ; il ne se serait certainement pas éloigné à ce moment s'il n'avait déjà perdu l'espoir d'un résultat satisfaisant. Il ne pouvait, en effet, donner des efforts qu'il était prêt à faire son collègue pour obtenir du sultan une réforme qui, en France, comme en Angleterre, aurait été unanimement approuvée. Il est de notoriété, comme les ministres anglais l'ont déclaré au Parlement, que cet agent, lorsqu'il a reçu l'ordre de se rendre à son poste, a été engagé de la manière la plus formelle à joindre ses démarches à celles de sir Bartle Frère, et il est fâcheux que ce dernier n'ait pas attendu le moment où l'action commune des deux représentants aurait pu s'exercer avec plus de chances de succès.

« Les journaux auxquels nous faisons allusion ont également parlé de la participation de navires arabes, naviguant sous pavillon français, à des actes de traite et d'un grand nombre d'esclaves qui seraient ainsi continuellement transportés de la côte d'Afrique sur les points où ils seraient vendus sans que les croiseurs anglais puissent y mettre obstacle.

Il semblerait que les Arabes, même les plus notoirement connus pour se livrer à la traite, peuvent s'assurer toute impunité en se faisant livrer à Mayotte ou à Nossi-Bé l'autorisation de porter le pavillon français. Personne ne saurait admettre que de pareils abus eussent été tolérés par un pays qui n'est jamais resté au-dessous de l'Angleterre, ni d'aucune autre puissance, dans les questions d'humanité. Il suffit d'ailleurs de répondre que la faculté d'aborder le pavillon tricolore n'est concédée, dans les établissements français, qu'à un nombre très-restreint d'embarcations indigènes dont les propriétaires sont considérés comme incapables de se compromettre dans des opérations illicites. Le permis n'est même valable que pour un espace de temps très-court, ce qui permet de constater fréquemment l'embarcation n'a pas changé de mains. Enfin, s'ils échappent à la surveillance des croiseurs anglais, ces navires sont visités par les croiseurs français et on peut être certain que les abus, s'il s'en produisaient, ne passeraient pas longtemps inaperçus. »

Une rencontre, dit le *Gaulois*, a eu lieu à Saint-Germain entre notre ami et ancien collaborateur M. Albert Delpit et M. de Borda.

Le motif du duel était une altercation accompagnée de voies de fait qui s'était produite entre ces deux messieurs pendant la première représentation du *Petit Marquis*, à l'Odéon.

M. Albert Delpit a été touché au sein droit ; son état, heureusement, n'inspire pas d'inquiétude.

Après avoir été blessé et au moment où l'on se séparait, M. Delpit s'est approché de son adversaire, et lui a dit : « Maintenez, monsieur, je vous prie, ce qui n'est ni m'était pas permis de faire s'étant la rencontre, combien je regrette ce qui s'est passé, et je vous demande pardon de tout mon cœur de l'acte de vivacité auquel je me suis livré. »

Après ces paroles si sincères et si loyales, les deux adversaires se sont séparés de telle façon, qu'un des témoins de M. de Borda a pu dire à M. Delpit : « Monsieur, vous vous êtes fait aujourd'hui deux amis de plus. »

Tout est bien qui finit bien.

Nos lecteurs connaissent depuis longtemps déjà le conflit conjugal qui a éclaté entre le prince et la princesse de Bauffremont, puis il y a plus de quatre ans que la fille de la princesse de Chimay est venue demander, pour la première fois, à la justice, de la séparation de son mari.

On a déjà dit comment et pourquoi M^{me} de Bauffremont a formulé en 1869 sa première demande en séparation de corps, et comment, après avoir obtenu du tribunal l'enquête qu'elle sollicitait, elle a vu la cour casser ce jugement, et décider, bien que l'organe du ministère public eût conclu pour cette enquête, que les faits n'étaient ni pertinents ni vraisemblables. M. le prince de Bauffremont était alors défendu par M^{me} Dufaure, aujourd'hui ministre de la justice.

Cependant peu de mois après cet arrêt, M^{me} la princesse de Bauffremont, convaincue de la bonté de sa cause, n'en intenta pas moins une seconde action contre son mari. Elle apporta devant la première chambre des articulations nouvelles, plus graves encore que les premières, et, une seconde fois, le tribunal lui accorda l'enquête. Mais de nouveau la cour fut une seconde fois d'un avis opposé à celui des premiers juges ; une seconde fois elle refusa à M^{me} de Bauffremont l'autorisation qu'elle sollicitait si énergiquement de faire la preuve des faits dont elle se plaignait. Dans ce second procès, l'organe du ministère public, M. Aubepin, avait été contre la princesse, et M. Bauffremont était défendu par M^{me} Dupré-Lassalle, devenu depuis premier avocat général.

Tout semblait donc terminé et l'héritière de la princesse de Chimay paraissait n'avoir plus qu'à se rendre à merci à M. de Bauffremont, elle et sa fortune ; mais c'était compter sans l'énergie de la princesse. Sur ce second échec, madame de Bauffremont saisit immédiatement la justice d'une troisième demande en séparation de corps. En attendant l'heure des nouveaux débats, et malgré tous les efforts de son mari, elle obtint la garde de ses enfants et une pension qui représentait à peine le sixième de ses revenus, et c'est ce troisième procès qui est enfin venu hier devant la 1^{re} chambre, après des remises successives demandées et obtenues par le défenseur de son mari.

Ce défenseur est cette fois M^{me} Bétolaud ; l'avocat de madame la princesse de Bauffremont est M^{me} Allou, mais de ce troisième procès, il ne me sera permis de parler que pour en faire connaître le résultat. M. l'avocat général Dubois a, lors de l'ouverture de l'audience, demandé au tribunal d'interdire la publication des débats. M. le président a ordonné qu'il en serait ainsi ; ce qui permet de supposer, en regard à la publicité qu'a reçue jusqu'ici cette affaire, que cette fois, madame la princesse de Bauffremont n'entre en lutte qu'armée de toutes pièces et bien décidée à ne plus se montrer gênée pour celui qui est resté impitoyable.

Grande-Bretagne.

Un banquet donné à Ipswich, le jour de l'établissement d'une association libérale, a fourni au ministre des colonies, comte de Kimberley, l'occasion de présenter une longue justification des actes du ministère dont il fait partie. La politique suivie dans la question de l'éducation en Irlande et dans celle des finances a successivement été passée en revue. « J'espère, a dit le ministre sur le dernier sujet, que vous verrez bientôt nos colonies en état de se défendre elles-mêmes ou capables de supporter les frais d'entretien des troupes chargées de les protéger, de sorte que les dépenses de la mère-patrie seront réduites à celles des fortifications de Gibraltar et de Malte, qu'il nous faut conserver. »

Passant à la conduite du cabinet anglais pendant la guerre franco-allemande et à l'égard des Etats-Unis, l'orateur n'a pas eu de peine à démontrer que cette conduite avait été inspirée par l'amour de la paix et approuvée par le parti libéral.

« Mais, a-t-il ajouté, on nous a reproché un excès dans cette direction ; on a dit que nous n'avions pas fait voir les sentiments attendus de ministres d'un grand pays.

« Avez-vous donc hésité à parler énergiquement en 1870 pour la protection de la Belgique, et tout récemment à proposer de l'Asie centrale ? Des étrangers prétendent que nous ne sommes plus au grand des grandes puissances, que nous n'osons plus intervenir sur le continent, que nous aurions dû soutenir tel ou tel pays. Tout cela est bon à dire, mais il me semble que nous sommes les meilleurs juges de nos propres intérêts. De ce que nous voisins seraient contents d'être aidés par nous, il ne suit pas que nous soyons forcés de les aider en toute occasion, et ce n'est certainement pas juste de déclarer notre appui inutile, après qu'on nous l'a demandé et que nous l'avons refusé. Cela prouve le contraire de ce que l'on prétend, c'est-à-dire que notre puissance est grande et que les nations étrangères le savent. L'estime qu'elles font de notre appui peut se mesurer au dépôt qu'elles éprouvent de ne pas l'obtenir. »

« J'étais jeune encore quand j'ai eu l'honneur d'entendre lord Palmerston me dire, alors que je parlais pour la Russie : Vous allez à

l'étranger, on vous dira certainement que l'Angleterre est en décadence, que sa puissance décline. Suivez mon exemple, n'ajoutez aucune foi à ces dires ; je suis vieux et je les ai entendus répéter toute ma vie.

« J'ai pris la leçon à cœur, et encore aujourd'hui je ne crois pas à ces affirmations. Bien mieux, je prétends que l'Angleterre n'a jamais été plus puissante que maintenant. Y a-t-il une nation en Europe, je vous le demande, qui ait fait en ce siècle, dans tout ce qui rend une nation grande, de plus grands progrès que notre pays ? Existe-t-il un Etat où les différentes classes de la société soient animées, à l'égard des autres, de meilleurs sentiments, où les bienfaits de la liberté et de l'ordre se rencontrent davantage et qui soient mieux préparés à résoudre les problèmes multiples et difficiles qui se présentent successivement à l'examen, et qui deviennent d'autant plus ardues que la civilisation s'étend davantage ? Je prétends que, sous ces rapports, nul peuple n'est en meilleure situation que nous, et que nous pouvons, sans rougir, regarder en face nos détracteurs. »

Parlant du banquet d'Ipswich et d'une autre démonstration conservatrice qui a eu lieu dernièrement à Leeds, le *Times* croit pouvoir prédire que ces démonstrations deviendront de plus en plus fréquentes à mesure qu'approche la dissolution de la Chambre. Il est rare, dit le *Times*, que les deux partis affichent une confiance égale, comme ils le font maintenant. Les libéraux sont fiers de leurs derniers succès et les conservateurs se promettent de venger dans un avenir rapproché les défaites qu'ils ont essuyées. Sans doute, lord Kimberley admet qu'un gouvernement libéral n'est pas absolument infailible, mais en examinant en détail les mesures ministérielles, il arrive à la conclusion que tout est pour le mieux.

D'un autre côté, les conservateurs ne voient dans la politique ministérielle qu'une série de fautes et d'humiliations à l'extérieur comme à l'intérieur. Ces illusions, continue le *Times*, sont probablement nécessaires pour rendre la vie politique supportable. Néanmoins, la réponse de lord Kimberley, parlant au nom du gouvernement, aux attaques dirigées contre la politique du cabinet à l'égard de l'Irlande, mérite une attention sérieuse. Quels que puissent être les résultats immédiats de cette politique, elle est basée sur des principes qu'on ne peut qu'approuver, et même au point de vue des succès immédiats, l'agitation du *home rule* est préférable à la conspiration permanente du fenianisme. A tout prendre le *Times* préfère le programme développé par les membres libéraux à celui des conservateurs. Dans les discours prononcés à Leeds, les conservateurs se bornent à déclarer qu'ils veulent maintenir l'Eglise établie, la Chambre des Lords et l'éducation religieuse, mais sur tous les autres points leur programme est purement négatif.

Une conférence tenue le 18 avril à Birmingham, sous la présidence de lord Lytton, a adopté une résolution tendant à l'établissement d'un grand conseil représentatif de l'Eglise nationale.

Ce conseil serait composé de membres du clergé et de laïques.

Une commission anglaise d'exploration est arrivée à Zanzibar pour la pose d'un câble entre le Cap et Aden qui mettra en communication directe les Anglais avec leurs possessions des Indes.

Italie.

L'Italie parlait en ces termes de la santé du pape à la date du 17 :

Le saint-père est resté levé ce matin pendant une heure. Son état s'est sensiblement amélioré, mais il est encore très-faible ; les médecins lui ont prescrit le repos.

Après s'être recouché, le pape a reçu en audience particulière l'ambassadeur de France, M. de Corcelles, puis M. Du Temple, député à l'Assemblée de Versailles ; ce dernier s'est longuement entretenu avec le saint-père.

Audiences n'ont été accordées que par exception, car, sauf le cardinal Antonelli, qui va tous les jours, dans l'après-midi, visiter le saint-père, personne, même pas les prélats, n'est admis en sa présence.

De son côté la République française reproduisait une correspondance datée de Rome le 16 avril, dont le contenu était loin d'être aussi rassurant. Nous croyons devoir la reproduire *in extenso* pour donner à nos lecteurs une idée des bruits que la maladie du pape a fait circuler :

Vous avez dû recevoir tous les télégrammes possibles sur la santé du pape ; on vous a dit : le pape reçoit au lit ! Il a le lumbago ! — Il est gai. — Le cardinal de Angeli, grand-camerlingue, qui est chargé de gouverner l'Eglise pendant l'interim, a été appelé en toute hâte à Rome. Tout cela est tant soit peu contradictoire, mais peut s'expliquer parfaitement. Oui, il est très vrai que le pape reçoit encore tous les jours, couché sur son lit ou sur une chaise longue ; il est très vrai qu'il fait éclater une joie d'enfant et qu'il se moque de ses médecins, mais il se fait violence pour dissiper les fâcheux pronostics et, comme on le dit fort bien : *Egli vuol morir in secreto*, il veut mourir en cachette. C'est vous dire que, même à Rome, on ne sait absolument rien de bien certain sur la santé de Pie IX ; entre le Vatican et la ville, entre les papalini et les profanes comme moi, il y a tout un monde ; les bulletins des journaux officiels ne donnent aucune nouvelle positive.

Les cardinaux, les monsignori et les sommités du parti cléricale, les diplomates italiens et étrangers sont en émoi, les dépêches se croisent, et M. Visconti-Venosta, qui devait, comme tous les ministres, quitter Rome pendant les vacances, a cru qu'il était plus prudent de ne pas quitter son poste.

Le parti des jésuites a dépeint la situation à Rome sous des couleurs si sombres, qu'il semble impossible que le conclave se réunisse à Rome. Le *Sacré-College* se prononce d'ailleurs pour l'étranger, c'est-à-dire pour la France, et l'on a abandonné la malheureuse idée à laquelle on s'était d'abord arrêté, d'élever le nouveau pape *prossimo adverso*. Les jésuites ont là-dessus trois catégories. Leur projet est celui-ci : réunir le conclave en France, où tous les cardinaux se transporteraient immédiatement ; une fois là, le nouveau pape resterait à l'étranger jusqu'à un moment où, par la grâce de Dieu et la volonté des Français, il pourrait remonter sur son trône. Intuit de dire que le gouvernement italien veut à tout prix faire échouer ce projet des jésuites, mais les moyens d'action lui manqueraient contre une puissance aussi redoutable. Tout ce qu'il peut faire aujourd'hui, c'est de déclarer que l'élection du pape serait parfaitement libre à Rome ; déjà il a chargé les ministres étrangers d'écrire en ce sens à leurs gouvernements. M. Visconti-Venosta aurait adressé à M. Thiers une note dans laquelle il le prie de ne rien négocier pour empêcher la réunion du conclave en Italie. Mais la bonne volonté des gouvernements et les efforts du président de la république française ne suffisent pas ; si le *Sacré-College* a décidé que l'élection aura lieu en dehors de Rome, sa volonté sera faite envers et contre tous.

On pourrait se demander si les jésuites auront la majorité des voix dans le conclave. Il

n'est rien de plus incertain. Il y a, parmi les cardinaux actuels, deux camps bien tranchés : ceux qui sont fatigués des jésuites et qui se laisseront toujours conduire par eux ; ceux qui seraient portés à accepter un compromis avec l'Italie et qui réclament déjà un pape unitaire. On ne pourrait dire quelle est la force de chacun de ces partis, attendu que la plupart des cardinaux doit dépendre leurs dernières décisions de la possibilité plus ou moins grande de leur propre élection ou de l'élection de leurs candidats préférés.

On vous a dit probablement que les cardinaux Patrizi et Monaco La Valette étaient en possession de lettres autographes de Pie IX, réglant l'élection de son successeur et désignant l'endroit où le conclave devra se réunir ; mais il ne faut pas oublier que ces lettres n'ont pour les autres cardinaux aucune force de loi si elles n'ont pas la forme de *bulles consistoriales*. Or, on sait que depuis fort longtemps il n'y a pas eu de ces sortes de bulles.

On ajoute même, et comment a-t-on pu le savoir ? que Pie IX a joint à ces lettres une liste de trois candidats qu'il présente aux honorables électeurs ; ces privilégiés seraient : les cardinaux de Angeli, le cardinal Monaco, homme indéfini et indéfinissable, dont on peut tout attendre ; comme chef de la police secrète il est rusé et n'a jamais dit sa pensée ; enfin le cardinal Bonaparte, qui porte un nom de guerre, mais que l'on ne connaît pas. On ne l'appelle à Rome que *il santo*.

Je ne crois pas que Pie IX ait désigné ces trois hommes ; mais, l'ait-il fait, que cette précaution ne tirerait pas à conséquence. Les deux premiers n'ont absolument aucune chance d'être élus ; quant au troisième, son élection ne serait pas impossible. En dehors du monde naturel, il y a de si grandes surprises ! Pourtant, au point de

BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE					
A ST-PÉTERSBOURG.		Situation au 31 mars 1873.			
		ACTIF.			
		A St-Petersbourg.		A Kiew (1).	A Kharkow (2).
R.	C.	R.	C.	R.	C.
Compte courant :					
a. à la Banque de l'Etat	1,401,099 63	—	—	491,040 20	75,000 "
b. dans divers établissements de banque	2,638,918 91	—	—	60,100 "	"
Compte de la succursale à Kiew	—	4,040,018 54	—	—	4,763,658 74
" Kharkow	—	1,000,000 "	—	—	1,000,000 "
Avances remboursables sur demande (on call) contre dépôt de fonds publics et autres valeurs	—	1,000,000 "	—	—	1,000,000 "
Valeurs en fonds publics, actions, etc.	—	7,665,724 18	460,180 59	146,597 41	8,272,502 18
a. garantis	352,670 40	—	31,290 82	22,426 81	—
b. non-garantis	85,353 49	—	—	—	—
Effets sur l'étranger, or et argent, bons de monnaie	—	438,023 89	—	—	491,741 52
Effets sur la Russie	—	407,168 94	—	—	407,168 94
Avances sur dépôt de fonds publics, actions, etc.	—	6,378,178 48	1,317,417 93	1,478,828 88	9,174,425 29
a. garantis	10,457,013 "	—	—	14,919 "	187,140 "
b. non-garantis	525,919 "	—	—	108,054 "	224,525 "
Avances sur marchandises	—	10,982,932 "	—	—	11,517,600 "
Comptes courants :	—	633,177 42	299,708 "	35,750 "	968,635 42
a. correspondants de la Banque	4,820,321 23	—	1,541,163 90	109,807 76	—
b. comptes de la Banque	1,530,051 67	—	716,541 54	316,372 57	9,034,258 67
Timbres d'affaires et courtages à récupérer	—	6,350,372 90	—	—	6,350,372 90
Frais divers pour 1872	—	1,747 19	1,225 05	513 20	3,485 44
" 1873	—	156,224 14	32,712 01	8,693 32	197,629 47
d'installation	—	42,299 69	9,007 74	7,610 08	58,917 51
Compte d'immeuble	—	—	3,531 "	6,492 05	10,023 05
	—	260,820 28	—	—	260,820 28
	—	39,999,157 72	5,194,891 30	2,769,410 57	47,963,459 59
		PASSIF.			
Capital-actions, versement de 60 % sur 5 millions	3,000,000 "	—	—	—	—
Capital-actions, versement de 40 % sur 25 millions	10,000,000 "	13,000,000 "	—	—	13,000,000 "
Capital de réserve	—	98,098 94	—	—	98,098 94
Banque internationale de commerce à St-Petersbourg	—	—	1,000,000 "	1,000,000 "	2,000,000 "
Dépôts :	—	—	—	—	—
a. en comptes courants	—	10,177,760 64	1,615,333 23	354,000 44	12,147,094 31
b. à terme	—	4,402,838 69	534,972 50	283,090 "	5,220,901 19
c. sur demande	—	76,837 89	341,204 25	38,356 "	456,998 14
d. à conditions convenues	—	7,047,500 "	—	1,011 "	7,048,511 "
e. contre bons de cautionnement à la douane	—	351,359 "	—	—	351,359 "
Effets à payer	—	728,654 95	40,275 "	335 "	769,264 95
Comptes courants :	—	—	222,641 78	190,591 48	—
a. correspondants de la Banque	1,536,408 32	—	1,188,654 29	789,701 84	4,300,784 33
b. comptes de la Banque	372,786 62	—	—	—	2,775 "
Dividende non encore payé pour 1869/70	—	1,909,194 94	—	—	1,123 20
" 1871	—	2,775 "	—	—	—
Commissions et intérêts, sous déduction de tous les intérêts dus par la Banque pour 1872	—	1,123 20	—	—	—
" 1873	—	1,850,832 15	176,313 91	50,178 19	2,077,324 25
	—	352,182 32	75,496 34	62,146 62	489,825 28
	—	39,999,157 72	5,194,891 30	2,769,410 57	47,963,459 59

(1) La dotation de la succursale de Kiew était de 800,000 r. jusqu'an 1^{er} juin; elle a été élevée à cette date à un million de roubles.
 (2) La succursale à Kharkow a été ouverte le 1^{er} octobre.
 (3) De cette somme 136,000 r. font retour à l'exercice 1873 pour intérêts anticipés.

1141

PENDANT LA SEMAINE DE PAQUES CONTINUATION DE LA VENTE AU GRAND RABAIS DES ETOFFES DE PRINTEMPS ET SOIERIES

LIQUIDATION DEFINITIVE DE LA MAISON BASTIDE.

22, Perspective Nevsky, 22.

1152

M^{re} Böker à la douleur de faire part à ses parents et connaissances de la mort de son bien-aimé mari
M. Rodolphe Ernest Böker
décédé le 7 avril. Le service funèbre aura lieu jeudi, 12 avril, à une heure de l'après-midi, à l'église anglicane. Il n'y aura pas de lettres de faire part spéciales.

Le 8 avril, à 6 heures du matin, est décédé à Mèran le fils du général-major
Paul Alexandrovitch PANOW.
Le corps sera transporté et inhumé à St-Petersbourg. Les prières sont chantées chaque jour à l'église de la Poste, à onze heures et demie du matin.

ON DEMANDE
pour la saison d'été un précepteur pour un seul garçon. S'adr. Vassili-Ostrow, 4^e ligne, n° 35. 1147

AVIS AUX DAMES.
Achat de tous les articles de toilette, neufs et d'occasion. Trousseau, pèrécoules, m. n° 8, log. 3, près du pont d'Anitchkov. 1004

VENTE
de vins d'Italie supérieurs
purs de tout mélange, à Vassili-Ostrow, 13^e ligne, près de la Grande Nèva, maison n° 47. 418

SAVON ROYAL DE THRIDACE
DE VIOLET
PARFUMÉUR BREVETÉ, A PARIS
Soleil recommandé par les célébrités médicales pour l'hygiène, la fraîcheur et la beauté de la peau.
PARIS: 12, b^{te} des Capucines (côté de la font. St-Jacques).
LA REINE DES ABEILLES

RÉVAL-CATHERINENTHAL.

A louer pour cause de départ une grande campagne située au bord de la mer.
Pour les renseignements, s'adresser Mokhovaya, maison Knopp, n° 18, logement n° 3, tous les jours de 3 à 6 heures. 1132

MAISON BOTOT
(SES CINQ PRODUITS)
VÉRITABLE
EAU DE BOTOT

Soleil et unique dentifrice
Approuvé par l'Académie de Médecine de Paris
L'EAU DE BOTOT est le plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE
AU QUINQUINA
Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

EAU DE TOILETTE
EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE
Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME
Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE
SUPERIEUR
Composé de sucs purs de plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour les soins de la toilette.

ENTREPOT: 229, rue Saint-Honoré,
rue de la Cour Impériale
A SAINT-PETERSBOURG: Aux dépôts du Laboratoire chimique de St-Petersbourg.
A MOSCOU: Au dépôt du Laboratoire chimique de St-Petersbourg chez MM. KAUGER et KATSKH, au Pont-des-Marchaux, maison Dabo. Et chez les principaux commerçants.

A l'occasion des fêtes de Pâques seulement
et jusqu'au 16 avril.

Chaque personne qui prendra pour 10 r. des excellents vins des Caves Espagnoles.
N° 120, Place Znamensky, n° 2.

recevra comme surprise une bouteille exquise de vin de dessert pour dames.
Recommandé particulièrement le vin de Bordeaux pur à 38 c. et le Xérès importation directe d'Espagne. 1126

CAFÉ-RESTAURANT
DE
WOLF frères
pont de Police, maison Kotomine, au rez-de-chaussée.

Tous les jours dîners de 3 à 7 heures à 75 cop., de 4 plats et café
AU BEL ETAGE.

Dîners de 1 r. à 1 r. 50 cop.
NOUVEAUX CABINETS DE FAMILLE

Dejeuners, dîners et soupers à toute heure et à la carte.
ON SE CHARGE DE COMMANDES A DOMICILE. 1010

CATHERINE SALEMANN
Fournisseur de la Cour Impériale
à l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies pour civils et militaires

Uniformes et traines de Cour.
Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaya, n° 52.

On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin. 1081

CHARLES MASSON & C^e
NETTOYAGE ET MISE A LA NOUVELLE FORME

DES CHAPEAUX DE CASTOR, PAILLE ET CRIN.
GRAND ASSORTIMENT DE CHAPEAUX NOUVEAUX

POUR DAMES, ENFANTS, ET JEUNES FILLES.
ATELIER POUR ROBES ET MANTEAUX.

CHARLES MASSON & C^e, canal Catherine, n° 16, maison Olkhine. 898

THÉÂTRE MARIE

GRANDE REPRÉSENTATION D'ADIEU
donnée par le célèbre magicien

professeur **BECKER**
avec le concours des

GRANDES REPRÉSENTATIONS OPTIQUES
données par

M. KROSSO.
La représentation sera divisée en 4 parties.

On peut se procurer des billets à 10 heures du matin

L'ADMINISTRATION
DE LA

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT MUTUEL
DU

Zemstvo du district de St-Petersbourg
(Grande-Sadovaya, maison Korovine, en face le Gostinnoi-Dvor)

à partir du 11 avril courant:

Pale: sur comptes-courants 5 1/2 0/0
Prélève: pour escompte de traites 7 1/2 0/0

pour prêts sur valeurs à intérêts 7 0/0

L'administration déclare en même temps, pour répondre aux questions qui lui ont été posées à plusieurs reprises, que la décision du Conseil de l'Empire du 31 mai 1872, qui défend aux membres d'une Société de crédit mutuel de devenir membres d'une autre Société du même genre, n'a pas trait, conformément à l'art. 4 de la dite décision, à la Société de crédit mutuel du zemstvo du district de St-Petersbourg. 1140

Résolutions du Conseil.

Le conseil, ayant vérifié et approuvé le compte-rendu des opérations de la Banque de commerce d'Azow-Don pendant la période du 24 septembre 1871, jour de son ouverture, jusqu'au 1^{er} janvier 1873, a l'honneur de le présenter à l'assemblée générale, pour l'approuver définitivement; à cette occasion le conseil croit de son devoir de communiquer qu'il a eu 20 séances dans le courant de cette période, dans lesquelles il s'est occupé:

1^o De la vérification mensuelle des protocoles de la direction sur les résolutions prises par elle.

2^o De la révision du numéraire en caisse, des titres de rente, des valeurs en gage et du portefeuille de lettres de change. Les capitaux, les papiers et les lettres de change se sont trouvés toujours en ordre parfait. Le numéraire en caisse correspondait toujours avec les livres.

3^o De la vérification des livres de caisse d'après les documents des opérations d'escompte et des avances sur gage.

4^o De la révision de la tenue des livres dans ses différentes parties.

Les membres du conseil: **D. G. Manoussil**,
A. D. Moussouri,
T. N. Likiardopoulo,
G. E. Betoulinsky.

JOURNAL
DE

l'assemblée générale des actionnaires
DE LA

BANQUE DE COMMERCE
D'AZOW-DON

4 avril 1873.

L'assemblée a été ouverte par le président du conseil, D. E. Manoussil, qui communiqua que les actionnaires assistant à la séance disposaient de 2,055 actions et de 30 voix, tant pour soi que par procuration, d'après les §§ 52 et 53 des statuts. Après qu'il eut lu la liste faite par les actionnaires A. D. Moussouri et G. E. Bertoulinsky fut vérifiée. M. J. P. Scaramanga fut nommé président. Après que l'assemblée fut reconnue régulièrement constituée selon le § 57, le rapport de la direction avec l'approbation du conseil a été lu.

Le président a remis à la décision de l'assemblée générale les questions qui auraient dû être décidées dans la première assemblée qui ne s'est pas constituée et les résolutions suivantes ont été prises:

1^o D'approuver le compte-rendu de la direction pour 1871-1872 et de donner en dividende la somme de 11 r. 05 c. par action sur le bénéfice de 132,617 r. 57 c. arg. au profit des actionnaires, en ajoutant le reste non divisible de 17 r. 57 c. au bénéfice de 1873.

2^o D'approuver l'ouverture d'une succursale de la Banque à St-Petersbourg, en chargeant la direction de demander la permission au ministre des finances, lorsqu'elle le trouvera nécessaire.

3^o L'augmentation du capital de fondation de la Banque, ne pouvant être décidée dans cette assemblée, d'après le § 59 des statuts, la séance a été close par le président.

J. Poliakow pour soi et par procuration de S. S. Poliakow.
M. Vagliano pour soi et par procuration de E. Pétrova.

G. Betoulinsky pour soi et par procuration de L. S. Poliakow.
J. P. Scaramanga.

T. Likiardopoulo.
Scaramanga et C^e.

D. E. Manoussil pour soi et par procuration de W. Obolonsky.

A. D. Moussouri pour soi et par procuration de Obolonsky et C^e.

LA DIRECTION
DE LA

BANQUE DE COMMERCE D'AZOW-DON A TAGANROG

a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que le dividende de 11 r. 05 c. à chaque action de la Banque, sera payé à Taganrog, dans la caisse de la Banque, dans les succursales: Rostow (sur le Don), Marioupol, Berdiansk et à St-Petersbourg, chez le commissaire de la Banque de Commerce d'Azow-Don, M. P. E. Scaramanga, dès le 12 avril, tous les jours entre 10 et 2 heures de l'après-midi, les dimanches et les jours de fête exceptés. 1138

L'éditeur responsable, ANT. E. HORN.

BILAN

DE LA

BANQUE DE COMMERCE
DE

L'AZOW-DON

an 1^{er} janvier 1873.

ACTIF.

	Taganrog.	Succursales.	Total.
1. Caisse	24,994 16	196,245 13	221,239 29
2. Compte-courant avec la Banque de l'Etat	286,468 23	79,722 08	366,190 31
3. Comptes-courants avec les banques privées	6,084 18	3,675 75	9,759 93
Succursales:			
4. A Rostow	300,000 >	>	300,000 >
5. A Marioupol	100,000 >	>	100,000 >
6. A Berdiansk	300,000 >	>	300,000 >
7. Effets sur la Russie	2,986,208 93	2,339,097 01	5,325,305 94
8. Effets sur l'étranger	387,292 49	7,334 15	394,626 64
9. Fonds publics en commission	>	85,929 16	85,929 16
10. Avances sur fonds publics	298,513 23	47,070 50	345,583 73
11. Sur marchandises et numéraire	88,339 >	25,800 >	114,139 >
12. Sur certificats d'entrepôts	56,949 >	99,537 >	156,486 >
13. Crédits ouverts sur fonds publics et effets	181,252 37	37,878 82	219,131 37
14. Fonds publics appartenant à la Banque	440,836 59	1,672 81	442,509 40
15. Correspondants de la Banque	1,421,500 48	201,555 97	1,623,056 45
16. Paiements sur coupons	>	70 >	70 >
17. Papier timbré	4,470 67	1,319 50	5,790 17
18. Effets protestés	>	24,800 >	24,800 >
19. Débiteurs divers	71,740 16	11,211 62	82,951 78
20. Frais pour l'an 1873	1,176 90	3,680 80	4,857 70
21. Mobilier	3,935 51	6,172 43	10,107 94
R.	6,959,761 90	3,172,771 91	10,132,533 81

PASSIF.

	Taganrog.	Succursales.	Total.
1. Capital versé 40 0/0 sur 3 mil.	1,200,000 >	>	1,200,000 >
2. Second versement	761,550 >	>	761,550 >
3. Capital de fondation des Succursales	>	700,000 >	700,000 >
4. Dépôts en compte courant	975,682 62	1,184,332 09	2,160,014 71
5. Sur demande	420,705 >	53,042 >	473,747 >
6. Sur demande	24,650 >	28,893 37	53,543 37
7. Correspondants de la Banque	1,664,879 83	734,701 43	2,399,581 26
8. Récomptes	1,490,000 >	90,000 >	1,580,000 >
9. Effets et fonds publics en commission	>	85,929 16	85,929 16
10. Comptes courants spéciaux	60,292 07	121,875 02	182,167 09
11. Sommes non encore payées	59,376 02	40,755 67	100,131 69
12. Créanciers divers	51,459 40	61,697 99	113,157 39
13. Dividende dû aux actionnaires 132,617 57	>	>	>
Rémunération aux membres de la direction	8,200 68	>	8,200 68
Gratification aux employés	1,941 16	>	1,941 16
Rémunération aux fondateurs	4,852 91	>	4,852 91
PASSIF.	14,994 75	16,401 37	31,396 12
Capital de réserve	164,013 69	>	164,013 69
14. Profits pour l'an 1873	87,153 27	71,545 18	158,698 45
R.	6,959,761 90	3,172,771 91	10,132,533 81

EXTRAIT DU COMPTE-RENDU

DE LA

BANQUE DE COMMERCE DE L'AZOW-DON

Depuis l'ouverture de la Banque, le 24 septembre 1871 jusqu'au 1^{er} janvier de l'année 1873.

DÉPENSES.

	Taganrog.	Succursales.	Total.
1. Intérêts payés sur comptes courants	76,354 95	34,338 26	110,693 21
2. Intérêts payés sur dépôts à terme	25,769 93	1,031 86	26,801 79
3. Intérêts payés sur demande	1,655 96	621 42	2,277 38
4. Intérêts payés sur compte spécial avec la Banque de l'Etat	10,793 52	6,165 68	16,959 20
5. Intérêts payés sur récomptes et réengagements auprès des Banques privées	86,014 39	24,262 51	110,276 90
6. Intérêts payés sur comptes avec les correspondants	39,635 78	14,549 59	54,185 37

7. Intérêts restitués pour paiements avant terme

8. Effets protestés sur la Russie

9. Intérêts restitués pour avances sur fonds publics

10. Intérêts restitués pour avances sur marchandises

11. Pertes sur le change

12. Papier timbré

13. Usure du mobilier

14. Intérêts sur le capital de fondation des succursales

15. Frais de la Banque pour l'an 1872:

a. Appointements

b. Loyer et autres frais

c. Objets de comptoir

d. Télégrammes, frais de poste et transferts

e. Publications, impressions et divers

f. Voyages pour compte de la Banque

g. Droits payés au gouvernement

16. Rémunération aux membres du conseil

17. d'escompte et aux employés des succursales

18. Profits reportés à l'an 1873:

a. Pour escompte des effets sur la Russie, échéant en 1873

b. Pour avances sur fonds publics, échéant en 1873

c. Pour avances sur marchandises, échéant en 1873

d. Pour avances sur certificats d'entrepôts, échéant en 1873

Total

Profit net pour l'an 1872

Totaux

RECETTES.

1. Intérêts reçus sur le compte courant avec la Banque de l'Etat

2. Intérêts reçus sur les comptes courants avec les Banques privées

3. Intérêts reçus sur les comptes courants avec les correspondants

4. Intérêts reçus sur les effets escomptés

5. Profits sur les effets étrangers

6. Intérêts reçus pour avances sur fonds publics

7. Intérêts reçus pour avances sur certificats d'entrepôts

8. Intérêts reçus pour avances sur marchandises et numéraire

9. Intérêts reçus sur les comptes spéciaux ouverts sur fonds publics et effets

10. Profit sur achats et ventes de fonds publics pour compte de la Banque

11. Profit sur transferts, achats et ventes de fonds publics pour compte de tiers et diverses opérations

12. Intérêts reçus sur le capital de fondation des succursales

Total

Répartition des profits.

Profit net

Ce qui fait 13 000 000 0/0 sur le capital versé de 1,200,000 r.

Les profits nets sont répartis de la manière suivante:

10 0/0 conformément au § 69 des statuts en faveur des fonds de réserve, soit 130,000 r.

5 0/0 suivant la décision de l'assemblée générale de MM. les actionnaires, en faveur de MM. les membres de la direction, soit 6,500 r.

8 0/0 par an, dividende pour 15 mois sur 1,200,000 r. conformément au § 69

Le reste de 19,411 r. 64 c. est réparti de la manière suivante:

65 0/0 de surplus au dividende, soit 12,617 57

25 0/0 répartition à MM. les fondateurs, soit 4,852 91

10 0/0 gratification aux employés, soit 1,941 17

Dividende à MM. les actionnaires 132,600 r. ou 11 r. 05 c. par action.

Le reste indivisible de 17 r. 57 c. est reporté aux profits de l'année 1873.